

Séminaire sur la mesure du progrès, du développement et du bien-être

CESE, Cour des Comptes européenne, 11-15 juillet 2010

Intervention de Raymond Weber, président du CSDD (12 juillet 2010)

1. Selon la définition proposée en 1987 par la *Commission mondiale sur l'environnement et le développement* dans le Rapport Brundtland, **le développement durable** est :

« un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »

Le développement durable se veut un processus de développement qui concilie l'écologique, l'économique et le social et établit un cercle vertueux entre ces trois pôles : c'est un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable. Il est respectueux des ressources naturelles et des écosystèmes et il garantit l'efficacité économique, sans perdre de vue les finalités sociales du développement que sont la lutte contre la pauvreté, les inégalités, l'exclusion, ainsi que la recherche de l'équité.

Une stratégie de développement durable doit être gagnante de ce triple point de vue, économique, social et écologique. Le développement durable suppose que les décisions et comportements humains parviennent à concilier ce qui semble pour beaucoup inconciliable, parviennent à élargir leur vision : il impose d'ouvrir notre horizon temporel sur le long terme, celui des générations futures, et notre horizon spatial, en prenant en compte le bien-être de chacun, qu'il soit habitant d'un pays du Sud ou du Nord, d'une région proche, de la ville ou du quartier voisins. Le développement durable se fonde sur la recherche d'intégration et de mise en cohérence des politiques sectorielles et impose un traitement conjoint des effets économiques, sociaux et environnementaux de toute politique ou action humaine. Une telle approche d'intégration impose des démarches multi partenariales et interdisciplinaires. Son succès repose sur le partenariat et la coopération entre acteurs de disciplines différentes (économie, sociologie, écologie, etc.), de secteurs

différents (transport, eau, déchets, milieu naturel, développement social, etc.), de milieux différents (entrepreneurial, associatif, institutionnel, administratif, commercial, syndical, etc.), agissant à des échelons territoriaux différents, du niveau international au niveau local.

Le développement durable repose en fait sur une nouvelle forme de gouvernance, où la mobilisation et la participation de tous les acteurs de la société civile aux processus de décision doit prendre le pas sur le simple échange d'informations. Le développement durable entend promouvoir la démocratie participative et rénover l'approche citoyenne. L'accès à l'information et la transparence en sont les pré-requis.

Soulignons, enfin, que le développement durable devient aujourd'hui une approche holistique, se fondant sur une discipline scientifique, avec ses propres concepts, ses laboratoires, ses chercheurs, sa communauté épistémique.

Je me suis permis d'insister sur cette définition polysémique, multisectorielle et pluripartenariale du développement durable, pour éviter qu'on ne réduise cette notion à l'action pour l'environnement et les politiques qui s'y rattachent - aussi importantes soient-elles - en matière de protection de la couche d'ozone, de lutte contre le réchauffement climatique, de conservation de la biodiversité, de préservation des espaces naturels, de renforcement de l'efficacité énergétique, de développement d'énergies renouvelables, etc. Le développement durable implique aussi de nouvelles règles commerciales : une nécessaire mutation de l'agriculture, le commerce équitable, la coopération au développement, la finance éthique, ainsi que de nouvelles règles sociales : une nouvelle gouvernance, le respect des droits humains, des règles internationales du travail renforcées, de nouvelles règles du débat public, la lutte contre la pauvreté partout dans le monde, etc.

2. Avant de passer à quelques réflexions sur le thème de notre Séminaire *Mesure du Progrès, développement et bien-être*, permettez-moi de dire quelques mots sur le **Conseil Supérieur pour un Développement Durable**. Existant depuis quelque cinq ans seulement, nous sommes un Conseil jeune qui cherche encore son identité et sa « philosophie de travail ». Nommés à titre personnel par le gouvernement, nous sommes quinze « personnalités » venant du monde économique, social et environnemental, ainsi que du secteur culturel et de la coopération au développement. A la demande du gouvernement, nous formulons des Avis sur des enjeux et politiques de développement durable, mais pouvons aussi nous autosaisir.

Jusqu'ici, nous avons élaboré des Avis sur la biomasse, sur les finances publiques et leur gouvernance et sur l'empreinte écologique. Par ailleurs, nous sommes intervenus en amont et en aval des dernières élections législatives, en juin 2009,

nous avons avisé le Plan National pour le Développement Durable et nous proposons des réflexions plus prospectives sur le développement durable dans notre pays et dans la Grande Région. Sans vouloir nous dresser des lauriers que nous n'aurions pas mérités, je pense qu'on peut dire que nos différentes prises de position ont surpris par la liberté de réflexion et de ton et qu'ils ont marqué le débat public. Je pense donc que nous faisons œuvre utile, en complément d'un travail plus structuré de dialogue social que fait le CES.

Actuellement, à part de faire connaître nos travaux sur l'empreinte écologique et de créer éventuellement des coalitions autour de cet indicateur, nous travaillons, ensemble avec nos collègues du CES, sur les indicateurs du bien-être.

3. Par rapport à ce dernier travail, je voudrais vous proposer quelques réflexions qui, j'espère, nous pourront être utiles lors de ce Séminaire :

- Un premier ensemble de réflexions tourne autour du Rapport Stiglitz et de ses Conclusions. Si nous avons choisi, dans notre groupe de travail entre le CES et le CSDD, le **Rapport Stiglitz/Sen/Fitoussi (2009)** comme base et cadre général de nos réflexions, cela ne veut pas dire que nous en épousons tous les aspects. En tant que CSDD, nous nous retrouvons largement sur les positions de FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse), regroupant une pluralité d'acteurs de la société civile, qu'on pourrait résumer comme suit : le Rapport Stiglitz présente un diagnostic lucide, mais a été élaboré selon une méthode discutable et se termine sur des propositions qui ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Les propositions du Rapport Stiglitz nous semblent trop caractérisées par leur économisme et par une définition largement insuffisante du développement durable, dissocié de la qualité de vie et de la qualité des sociétés, ainsi que déconnecté notamment des questions d'inégalités, de pauvreté, de démocratie, de la diversité sociale et de la diversité culturelle qui fondent pourtant la richesse et la spécificité de l'humanité. Autre problème que nous avons avec les Recommandations d'un point de vue de développement durable : la Commission Stiglitz recommande l'ENA (épargne nette ajustée) comme futur repère-clef. Or, cet indicateur monétaire créé par la Banque mondiale et qui semble encore manquer de consistance théorique, non seulement semble incompréhensible pour des non-spécialistes et donc inutilisable pour guider démocratiquement l'action publique ou privée, mais repose sur l'hypothèse pour nous inacceptable selon laquelle les trois formes de capital (capital économique, capital humain, capital naturel) sont interchangeables et substituables. En évacuant les dimensions sociales et démocratiques du progrès, les inégalités et la pauvreté, cet indicateur tourne le dos à la notion même de développement durable.

Autre point faible du Rapport Stiglitz : en organisant ses travaux en trois sections autonomes, la Commission n'a-t-elle pas éludé la part la plus intéressante du débat, portant sur l'articulation et l'interaction des trois aspects : amélioration du PIB, dimensions de la qualité de vie et évaluation du caractère durable du développement ? N'aurait-il pas fallu mieux décloisonner les champs de réflexion et plus clarifier les dimensions politiques du débat ?

Enfin, l'enjeu démocratique dans le débat sur les nouveaux indicateurs de bien-être est primordial. Cela a concerné la Commission Stiglitz, cela concerne aussi l'exercice commun que nous faisons actuellement avec le CES. Et qui dit débat démocratique dit non seulement débat de fond sur « le monde que nous voulons » (Amartya Sen, dans un article du journal *Le Monde*, 9 juin 2009 : « le rôle des indicateurs est d'aider à porter les débats sur une autre société et sur un autre usage de l'économie, dans l'arène publique. Ce sont des outils pour la décision démocratique »), mais dit aussi gouvernance permettant de garder l'articulation entre l'élaboration d'indicateurs, qui ne sont définitivement pas de simples outils techniques (économiques et statistiques) et les choix de société.

Comme le dit FAIR dans son Manifeste : il convient de passer de la société du « beaucoup avoir » pour quelques-uns à une société de bien-être durable pour tous. Ne confondons donc pas « niveau de vie » et « qualité de vie » et redonnons à cette qualité de vie un sens collectif qui intègre la prise en compte d'un rapport éclairé aux autres, à la nature et à soi-même. Ce que nous devons apprendre pour promouvoir le « bien-être » humain et planétaire, et pour pouvoir le mesurer, c'est notre capacité à mettre en œuvre les principes de responsabilité, de solidarité, d'altérité (reconnaissance de chacun dans ses différences et la recherche des interactions) entre tous pour de nouvelles formes de capital social – cf. les « capabilities » d'Amartya Sen), d'égalité d'accès pour tous à la dignité, aux droits, aux « biens communs » matériels et immatériels, au bien-être et à la douceur de vivre. Ce qui nous montre, une nouvelle fois, que redéfinir le tableau de bord de notre richesse nationale implique, sinon au préalable, du moins parallèlement à la réflexion sur de nouveaux indicateurs, une interrogation et une mise en débat de ce qui fait « valeur », de ce qui compte effectivement, de ce qui fait sens dans les échanges, de la place octroyée à la dimension démocratique du « bien vivre ensemble ».

- Un deuxième ensemble de réflexions tourne autour des analyses d'**Isabelle Cassiers et Géraldine Thiry** autour du thème « **au-delà du PIB : réconcilier ce qui compte** (la préservation de la nature et nos valeurs humaines) **et ce que l'on compte** » (les indicateurs à l'aide desquels on gouverne) (Revue Regards Economiques, UCL, décembre 2009). J'ajouterai à ce 2^e ensemble les réflexions

du philosophe et politologue français Patrick Viveret, que nous avons pu accueillir récemment comme conférencier.

Selon Isabelle Cassiers et Géraldine Thiry, il convient de mettre en évidence trois impératifs :

- mesurer les résultats plutôt qu'une production évaluée monétairement ;
- prendre en compte les patrimoines, dans leur diversité, au lieu de se contenter de valoriser les flux d'activité et de revenus (ce que fait le PIB), en ignorant les ponctions sur les stocks de richesse ;
- intégrer des questions de répartition. Équité et représentation démocratique demandent que nos systèmes statistiques n'évaluent non seulement les inégalités de revenus, mais aussi d'autres formes d'inégalités, tels que l'accès à l'eau ou à l'éducation, l'impact du réchauffement climatique, etc.

Elles insistent sur le fait que les indicateurs ne se contentent pas de refléter la réalité, mais qu'ils participent aussi à sa construction. Il s'agit donc non pas de séparer, mais d'entrecroiser les questions normatives et le débat sur les finalités d'une part, avec les questions d'ordre statistique et de mesure, réservées aux experts (comment composer, pondérer et agréger les indicateurs ?).

Pour Patrick Viveret, qui a déjà soulevé nombre de ces questions en 2002, dans un Rapport qui a fait date : « Reconsidérer la richesse », le PIB devient de plus en plus, malgré ses qualités indéniables, en face des crises financière, économique, sociale et écologique, un « thermomètre qui peut rendre malade ». Il mesure la production et le revenu, mais pas la répartition, la croissance économique, mais pas la destruction du patrimoine physique, naturel et social. Il ne tient pas compte de la cohésion sociale, de la créativité artistique et culturelle, ni de l'état de l'environnement.

En face de ce défi, Patrick Viveret défend les options suivantes :

- pour répondre à la démesure de la crise que nous vivons, il est urgent d'inventer de nouveaux indicateurs de richesse ;
- il faut changer nos modes de vie, nos modes de production et de consommation ;
- l'un des enjeux essentiels du débat sur les indicateurs est l'enjeu démocratique et la qualité du débat public ;
- les défis actuels appellent un nouvel humanisme, une « politique de civilisation » (Edgar Morin) et un développement soutenable.

Chez Patrick Viveret, tout être humain doit avoir au moins deux métiers matriciels : un métier de *chargé de projet* (du projet de sa propre vie) et un métier de *chargé de savoirs* (que les réseaux d'échanges réciproques mettent en évidence). L'approche ici est essentiellement éthique, autour des concepts tels que : projet, sens de vie, approche renouvelé de la richesse sur l'être et le bien-être (plutôt que sur l'avoir), enjeu démocratique dans le débat sur de nouveaux indicateurs ;

- un 3^e ensemble de réflexions a pour point de départ le Rapport que **Tim Jackson** a fait pour la Commission britannique du développement durable. Thème du Rapport : ***Prosperity without Growth ?*** Prospérité sans Croissance (à remarquer que dans la version française, qui a paru il y a quelques semaines à Etopia/de Boeck, le point d'interrogation de la version originale a disparu). Dans ce 3^e ensemble de réflexions, nous aurons souvent l'occasion d'inclure aussi Amartya Sen et ses théories sur un autre développement.

Dans les économies avancées, il devient de plus en plus clair que la croissance de la consommation n'augmente pas le bonheur et peut même lui nuire. Et il est encore plus évident que les écosystèmes qui portent nos économies sont en train de s'effondrer sous les coups de cette croissance. A moins que nous ne réduisions radicalement l'impact environnemental de l'activité économique, nous allons devoir construire une prospérité qui ne repose pas sur la croissance continue.

Le Rapport de Tim Jackson ne se contente pas d'analyser les dynamiques d'une crise écologique émergente qui éclipsera probablement la crise économique existante. Il formule aussi des propositions cohérentes de politique publique pour faciliter la transition vers une économie durable, en construisant une macroéconomie durable, en protégeant les *capabilities* (Amartya Sen) pour s'épanouir, en respectant les limites écologiques.

La vision dominante de la prospérité en tant que paradis économique en expansion continue est en pleine déconfiture. Il convient donc de la redéfinir comme un concept qui permette aux êtres humains de s'épanouir, de parvenir à une plus grande cohésion - voire justice – sociale, d'atteindre de plus hauts niveaux de bien-être tout en réduisant leur impact matériel sur l'environnement. Avec ses dimensions matérielles, sociales, psychologiques – voire transcendantales (avec ses composantes morales et éthiques) – la prospérité ne peut se concevoir que comme une condition qui inclut des obligations et des responsabilités envers les autres.

Amartya Sen définit la prospérité comme opulence (disponibilité des biens matériels), comme utilité (satisfaction que ces biens procurent) et comme

capabilities/libertés (capacités que les gens ont pour s'épanouir). Signalons d'ailleurs qu'Amartya Sen continue et approfondit sa réflexion dans un récent ouvrage sur « l'idée de justice » (Flammarion) où il place l'égalisation des libertés concrètes entre individus au centre de toute quête de justice et où il plaide pour un « pluralisme raisonné » qui fait que le progrès de la justice est inséparable de l'approfondissement de la démocratie, entendue comme délibération la plus large possible.

Enfin, dans son Rapport, Tim Jackson critique le mythe de « découplage » (reconfigurer les processus de production et concevoir différemment les biens et services pour faire en sorte que les résultats économiques dépendent de moins en moins des flux de matières et de l'utilisation abusive des ressources naturelles). Selon lui, les faits démontrent que le découplage est incapable de permettre à l'économie de revenir dans les limites écologiques et d'échapper à la pénurie de ressources.

Bref, Tim Jackson insiste en permanence sur le fait qu'une double approche est requise pour mettre un terme à la croissance : en plus des changements économiques (cf. notamment la très intéressante étude de Peter Victor, un économiste canadien, qui montre qu'en agissant sur des variables macroéconomiques telles que le taux d'épargne, les taux d'investissement public et privé et la durée de la semaine de travail, la fin de la croissance apporte la stabilité économique, une réduction de moitié à la fois du chômage et du taux de pauvreté et une réduction du ratio de la dette au PIB de 75%), il est nécessaire qu'aient lieu des changements sociaux remettant en cause la place accordée aux valeurs matérialistes. Il appelle au passage d'une économie qui vise à l'opulence ou à l'utilitarisme à une économie qui vise à l'épanouissement humain.

Ce qui me semble le plus important, pour terminer, et comme je l'ai déjà souligné dans ma critique du Rapport Stiglitz, ce sont les processus. Pourquoi ne pas penser aujourd'hui la politique non pas seulement comme une pression, comme le seul rapport frontal de force Capital-Travail, mais comme un champ de force, comme des « compositions des rapports des forces » (pour détourner un concept de Spinoza) ? Cela implique de créer une conception faisant plus de place – au sein d'un même camp, mais aussi dans la confrontation avec le camp adverse –, à l'articulation des contradictions, à la capacité de se mettre d'accord sur ce qui fait désaccord, à la recherche de compromis, à penser ensemble la pluralité des positions politiques, à mettre en tension la pluralité et le commun, au lieu de rabattre l'un sur l'autre, à l'importance donnée à la diversité des acteurs. Tout cela vécu comme des articulations créatrices qui produisent des énergies pour le changement.

Voilà quelques réflexions que je voulais vous présenter sur le thème du Séminaire « mesure du progrès, du développement et du bien-être », à partir d'une approche de développement durable. J'espère que mes nombreuses questions pourront vous aider à formuler quelques réponses, dans un processus démocratique qui devra se donner tout le temps qu'il faut, malgré l'urgence des questions soulevées.